



Service public fédéral  
Mobilité et Transports  
Mobilité et Sécurité routière

## CONVENTION DE COMMUNICATION DE DONNÉES

entre  
le SPF Emploi, Travail, Concertation sociale  
et  
la Direction générale Mobilité et Sécurité routière  
du Service public fédéral (SPF) Mobilité et Transports

### 1. CADRE ET OBJET DE LA CONVENTION

A compléter en fonction des besoins indiqués dans l'autorisation (délibération) de la CPVP.

La présente convention fixe les règles de la communication de données extraites du fichier de la DIV au Contrôle des Lois sociales du SPF Emploi, Travail, Concertation sociale à l'appui de l'autorisation n° 13/2012 du Comité Sectoriel pour l'Autorité Fédérale (CSAF) institué au sein de la Commission de la Protection de la Vie Privée (CPVP) et portant sur la surveillance des flux électroniques des données.

### 2. LES RESPONSABLES DU TRAITEMENT

Au sens de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée, les responsables du traitement sont :

a) La Direction pour l'immatriculation des Véhicules (DIV), faisant partie de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière du Service public fédéral Mobilité et Transports (n° d'entreprise 0308357852), dont le siège est situé City Atrium, rue du Progrès 56 à 1210 Bruxelles (Saint-Josse-ten-Noode) et représentée par Monsieur Jean-Paul GAILLY, Directeur général Mobilité et Sécurité routière. La DIV agit comme responsable du traitement en tant, notamment, qu'administration publique qui collecte et communique des données de son répertoire matricule des véhicules.

b) Le SPF Emploi, Travail, Concertation sociale (n° d'entreprise 0308 358 050), Service Public Fédéral – en abrégé ETCES- dont le siège est établi à 1070 Bruxelles rue Blerot, 1, représenté par Monsieur P. P Maeter, Président, agissant au nom du SPF ETCES. Le SPF ETCES agit comme responsable du traitement en tant, notamment que service public qui reçoit des données de la DIV et qui les traite au sens des termes de la présente convention. (La convention vise l'usage des données pour le Contrôle des Lois sociales, via le programme Genesis, commun à quatre inspections fédérales)

### 3. FOURNISSEUR ET DESTINATAIRE DES DONNÉES

DIV et ETCES agissent par conséquence en qualité de responsables du traitement en tant qu'organismes qui déterminent les finalités et les moyens du traitement des données à caractère personnel (§ 4, article 1<sup>er</sup> de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée).

Le fournisseur des données est la DIV, mieux identifiée au point 2.a ci-avant et le destinataire des données est le SPF Emploi Travail Concertation sociale (Direction générale du Contrôle des Lois sociales), mieux identifiée(e) au point 2.b ci-avant et désigné(e) ci-après en cette qualité de « destinataire ».

#### 4. OBJETIF(S) AVAISE(S) PAR LE COMITÉ SECTORIEL POUR L'AUTORITÉ FÉDÉRALE (CSAF)

Sous réserve des conditions éventuelles mentionnées dans l'autorisation du CSAF, les objectifs du destinataire permis par le CSAF pour l'utilisation des données de la DIV sont les suivants :

Usage de données sur l'identification de véhicules et leurs caractéristiques : a) dans le cadre de la lutte contre la fraude sociale (Par exemple : identifier les entreprises sur chantier via le véhicule le cas échéant);

b) pour la détermination de la compétence d'une commission paritaire (par exemple, la capacité des citernes pour le pétrole, le transport de béton, les charges utiles, etc.) ;

c) pour l'application des conventions collectives (salaires, primes spécifiques liées aux caractéristiques des véhicules de transport) ;

d) pour identifier et contrôler plus aisément les véhicules de transport sur route (éviter de devoir systématiquement faire appel aux services qui participent à ces contrôles – SPF Mobilité, Police, Douanes... pour obtenir les informations utiles à notre contrôle du personnel) ;

Tout autre objectif n'ayant pas reçu l'agrément formel du Comité Sectoriel pour l'Autorité Fédérale ne pourra être légitimement utilisé.

#### 5. DONNÉES COMMUNIQUÉES ET MODALITÉS D'EXÉCUTION

Voir, en annexe, et l'autorisation AF 13/2012, datée du 31 mai 2012, provenant du CSAF institué au sein de la CPVP et le Web Services figurant sur le site du SPF Mobilité et Transports, à savoir [www.mobilite.fgov.be](http://www.mobilite.fgov.be) > DIV > Communication de données à des tiers.

#### 6. LA SOUS-TRAITANCE

a) Lorsque le traitement est confié à un sous-traitant, par exemple un service ICT, le responsable du traitement ou, le cas échéant, son représentant en Belgique, doit :

1 ° choisir un sous-traitant qui apporte des garanties suffisantes au regard des mesures de sécurité technique et d'organisation relatives aux traitements; 2 ° veiller au respect de ces mesures notamment par la stipulation de mentions contractuelles;

3 ° fixer dans le contrat la responsabilité du sous-traitant à l'égard du responsable du traitement;

4 ° convenir avec le sous-traitant que celui-ci n'agit que sur la seule instruction du responsable du traitement et est tenu par les mêmes obligations que celles auxquelles le responsable du traitement est tenu en application des dispositions du point c ci-après;

5 ° consigner par écrit ou sur un support électronique les éléments du contrat visés aux 3 ° et 4 ° relatifs à la protection des données et les exigences portant sur les mesures visées aux dispositions du point c ci-après.

b) Si le destinataire choisit un sous-traitant, un contrat de sous-traitance doit donc être conclu entre eux et une copie de ce document sera transmise au fournisseur (la DIV) ; ce contrat fera partie intégrante de la présente convention.

Le sous-traitant choisit par le destinataire respectera en tous points les termes

- de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée.
- c) Toute personne agissant sous l'autorité du responsable du traitement ou de celle du sous-traitant, ainsi que le sous-traitant lui-même, qui accède à des données à caractère personnel, ne peut les traiter que sur instruction du responsable du traitement, sauf en cas d'une obligation imposée par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance.
- d) En l'absence d'instructions de la part du responsable du traitement et en dehors d'une obligation imposée par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance, le sous-traitant s'abstiendra de traiter des données à caractère personnel et ne prendra aucune initiative en la matière.
- e) Toute modification substantielle apportée par le destinataire aux mesures de sécurité technique et d'organisation relatives aux traitements doit être signalée au fournisseur (la DIV), comme, par exemple et non exhaustivement, un changement de matériel informatique ou un changement de sous-traitant.

## 7. RESTRICTIONS EVENTUELLES

Aux conditions prévues par les articles 10 et 12 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée, la personne concernée par le traitement de ses données à caractère personnel peut exercer son droit de regard sur ces données ainsi que son droit de rectification de celles-ci. A ces mêmes conditions, elle peut également exercer son droit de suppression ou d'interdiction de l'utilisation des dites données à caractère personnel qui, compte tenu du but du traitement, sont incomplètes ou non pertinentes ou dont l'enregistrement, la communication ou la conservation sont interdits ou encore qui ont été conservées au-delà de la période autorisée.

En pratique, moyennant la preuve de l'identité de la personne concernée et sur base d'une demande datée et signée de sa part, celle-ci peut obtenir, sans frais, auprès du destinataire (dont l'adresse est mentionnée au point 2.b de la présente convention) la communication des données la concernant ainsi que la rectification de ces données si celles-ci se révèlent incomplètes, incorrectes ou excessives. Cette même demande peut être effectuée par courrier électronique à l'adresse suivante : [tsw@emploi.belgique.be](mailto:tsw@emploi.belgique.be).

Le destinataire, en cette qualité, doit fournir à la personne concernée au moins les informations suivantes, sauf si cette dernière en est déjà informée :

a) Les coordonnées complètes du siège administratif du destinataire et, le cas échéant, le nom et l'adresse de son représentant.

b) Les finalités du traitement.

c) L'existence d'un droit de s'opposer, sur demande et gratuitement, au traitement des données à caractère personnel la concernant envisagé à des fins de *direct marketing* ; dans ce cas, la personne concernée doit être informée avant que des données à caractère personnel ne soient pour la première fois communiquées à des tiers ou utilisées pour le compte de tiers à des fins de *direct marketing*.

d) D'autres informations supplémentaires, notamment :

- les catégories de données concernées ;
- les destinataires ou les catégories de destinataires ;
- l'existence d'un droit d'accès et de rectification des données la concernant ;

saut dans la mesure où, compte tenu des circonstances particulières dans

- lesquelles les données sont traitées, ces informations supplémentaires ne sont pas nécessaires pour assurer à l'égard de la personne concernée un traitement loyal des données.
- e) L'existence du présent protocole d'accord.
- Le Registre public des traitements de données à caractère personnel peut être consulté auprès de la Commission de Protection de la Vie Privée (CPVP), rue Haute 139 à 1000 Bruxelles.
- 8. BASES NORMATIVES**
- a) Pour la DIV :
- Loi du 16 mars 1968 relative à la Police de la Circulation routière.
  - l'article 6 de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules ainsi que son répertoire-matricule créé en vertu de cet arrêté royal.
- c) Pour le destinataire :
- la loi du 12 avril 1965 relative à la protection de la rémunération des travailleurs; la loi sur le travail du 16 mars 1971 ; la loi sur les règlements de travail (Loi du 08/04/1965); la loi sur le travail temporaire et le travail intérimaire (Loi du 24/07/1987) ; la législation relative aux documents sociaux (AR No 5 du 23/10/1978 et du 08/08/1980 et loi du 23/03/1994 - compétence via l'AR du 30/09/80 MB21/10/80); les conventions collectives de travail (Loi du 05/12/1958 sur les commissions paritaires et les conventions collectives de travail) ; la loi du 30/04/1999 relative à l'occupation de travailleurs étrangers; la réglementation sociale spécifique au domaine des transports par route (Règlement CE n° 567/2006 du parlement européen et du Conseil relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route ; Règlement CE 561 12006 et CE 3821 185, exécutés en Belgique via les AR du 09/04/2007 et du 14/07/2005 ; les Directives 2002/15, 2003/59 et 2006/22 traduites dans les conventions collectives du secteur du transport) ; la loi sur les travaux de construction du 06/04/1960 ; la loi sur les jours fériés du 04/01/1974. La loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail (M.B. 8 décembre 1972), ses modifications et la loi du 3 décembre 2006 contenant diverses dispositions en matière de droit pénal social (M.B. 18.12.2006 – 2<sup>ème</sup> éd).
- a) En signant le présent accord, chacune des parties s'engage à respecter les conditions et modalités décrites dans l'accord et dans ses annexes éventuelles, notamment la durée de conservation des données à caractère personnel reçues de la DIV qui ne peut excéder celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont obtenues ou pour lesquelles elles sont traitées.
- b) Une demande qui fixe le cadre et l'objet d'un traitement de données à caractère personnel doit être préalablement adressée au Comité Sectoriel pour l'Autorité Fédérale (CSAF). Celui-ci, avant d'octroyer son autorisation, vérifie si la communication de données envisagée est conforme aux dispositions légales et réglementaires. A cette condition seulement, la DIV pourra conclure une convention avec le demandeur visant à la communication de données. L'autorisation du Comité Sectoriel pour l'Autorité Fédérale ainsi que ses conditions éventuelles feront partie intégrante de la convention projetée sous forme d'une annexe écrite.

## 9. CONDITIONS DE L'ACCORD

La DIV se réserve le droit de requérir confirmation de cette autorisation directement auprès dudit comité sectoriel avant toute mise en œuvre de la convention sollicitée.

Cette disposition constitue une condition sine qua non à la conclusion d'une convention de communication de données à caractère personnel entre le fournisseur qu'est la DIV et un destinataire potentiel.

## 10. MODIFICATIONS DE L'ACCORD

Toute modification apportée au texte et au principe du présent accord fera obligatoirement partie intégrante d'un nouvel accord écrit, approuvé et signé par les deux parties.

## 11. POINTS DE CONTACT

- a) Pour le destinataire : tsw@emploi.belgique.be
- b) Pour la DIV : help.div@mobilit.fgov.be
- c) Pour ICT: parking.div@mobilit.fgov.be

## 12. UTILISATION ET SÉCURISATION DES DONNÉES

- a) Le destinataire a l'obligation de prendre toutes précautions nécessaires afin de garantir la sécurité des données reçues et en est responsable en application des dispositions de la présente convention. Le destinataire a le choix de s'adjoindre un conseiller en sécurité de l'information, responsable de l'exécution de la politique de sécurité du destinataire, soit en son sein, soit auprès d'un tiers spécialisé nommé désigné vu que cette personne sera normalement le premier contact en cas de problèmes. Ce conseiller en sécurité peut aussi être choisi au niveau sectoriel pour plusieurs destinataires.
- b) Par la signature de la présente convention, le destinataire s'est assuré que les réseaux auxquels sont connectés les équipements impliqués dans le traitement des données à caractère personnel garantissent la confidentialité et l'intégrité de celles-ci.
- c) Toute autre utilisation des données reçues que celle(s) prévue(s) à la présente convention est strictement interdite et conduit à l'annulation pure et simple de la présente convention en application du point 14 de celle-ci (clause de nullité – sanction).

- d) La Direction pour l'Immatriation des Véhicules (DIV), faisant partie de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière du Service public fédéral Mobilité et Transports se réserve le droit de mener des audits et des enquêtes par sondages, au besoin auprès des personnes concernées par le traitement de leurs données à caractère personnel mais aussi auprès du destinataire, afin de contrôler si ce dernier respecte ses engagements vis-à-vis de la présente convention.
- e) Le destinataire des données, en cette qualité, s'engage à accorder à tout moment, un droit de regard à la DIV, à la CPVP et au CSAF ainsi qu'à leurs représentants désignés sur tous les documents considérés comme pertinents pour ces services, et à répondre à toutes leurs questions. Le cas échéant, ces personnes peuvent effectuer une visite ou une consultation sur place, annoncée à l'avance ou non, afin de contrôler le respect des conditions stipulées dans la présente convention dans le chef du destinataire ou de son sous-traitant éventuel.

- f) La DIV et le destinataire, en tant que responsables du traitement, et leurs sous-traitants éventuels, prennent les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour protéger les données à caractère personnel contre la destruction accidentelle ou non-autorisée, contre la perte accidentelle ainsi que

Le traitement des données ainsi recueillies s'effectuera conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et à ses arrêtés d'application, modifiée par la loi du 11 décembre 1998 transposant la directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 du

## 16. PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

- L'autorisation du Comité Sectoriel pour l'Autorité Fédérale au sujet de la présente convention.

*Sont joints :*

Toute annexe pourra décrire, au besoin et dans le détail, la portée de la collaboration, la durée éventuelle du projet, les conditions à remplir et moyens à mettre en œuvre par chacune des parties.

## 15. ANNEXES

Tous les différends qui trouvent leur origine dans la présente convention et qui ne peuvent être résolus aux termes de celle-ci sont du ressort des tribunaux de Bruxelles.

De par cette notification, la convention conclue entre le destinataire et la DIV devient nulle et non avenue.

Si les dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée ou si les dispositions de la présente convention ne sont manifestement pas respectées, la DIV, en tant que fournisseur, se réserve le droit d'interrompre, sur le champ et suite aux contrôles qu'elle aura effectués conformément aux points 12.e et 12.f de cette convention, la communication de données au destinataire et lui en notifie les raisons par courrier postal recommandé ou par courrier électronique avec accusé de réception.

## 14. CLAUSE DE NULLITÉ - SANCTION

a) La présente convention est conclue pour une durée indéterminée et prend cours à la date de sa signature par les deux parties.

b) Elle peut être résiliée par une des parties moyennant un préavis de 3 mois sauf dispositions expresses indiquées au point 14 de la présente convention (clause de nullité – sanction).

## 13. DURÉE ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

g) Le destinataire ou son sous-traitant éventuel ont l'obligation d'établir un plan de sécurité et de répertorier toute question ou réclamation reçue relative à la sécurité des données à caractère personnel ; de même, tout incident éventuel doit être répertorié.

En cas d'incidents sérieux ou répétés quant à la sécurité des données à caractère personnel (violation) dans le chef du destinataire ou de son sous-traitant éventuel, ceux-ci doivent être communiqués au fournisseur (la DIV). Ce dernier estime s'il y a lieu d'avertir les autorités judiciaires compétentes, en tenant compte des dispositions pénales prévues aux articles 37 à 43 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée. La notification faite aux autorités judiciaires par le fournisseur de données décrira les conséquences de la violation et les mesures proposées ou prises pour y remédier.

Le niveau de protection doit être proportionné à l'état de la technique en la matière, aux frais qu'il engendre, à la nature des données et aux risques potentiels.

Parlement européen et du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Le destinataire s'engage à n'utiliser les données reçues de la DIV que pour la(les) finalité(s) et à la(aux) condition(s) décrite(s) dans l'autorisation du CSAF.

## 17. TRANSPARENCE

a) Les parties concernées par la convention ainsi conclue marquent leur accord pour que celle-ci figure intégralement sur le site Internet du SPF Mobilité et Transports, dénommé [www.mobilitt.fgov.be](http://www.mobilitt.fgov.be).

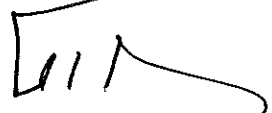
c) Des exemplaires « papiers » de cette convention sont également disponibles sur simple demande écrite à la DIV ou au destinataire aux adresses postales indiquées aux points 2.a et 2.b de la présente convention ou aux adresses électroniques « help.DIV@mobilitt.fgov.be » ou « ...@... ».

## 18. DIFFÉRENCES INTERPRÉTATIVES DE LA PRÉSENTE CONVENTION

Les parties contractantes s'engagent à trouver une solution aux difficultés qui pourraient surgir quant aux différences d'interprétation de la présente convention, de ses annexes et de ses avenants. En cas de situation conflictuelle générée par des différents sur l'interprétation de cette convention, avantage sera toujours accordé à la résolution du CSAF.

Fait à Bruxelles, le 30 novembre 2012 en deux exemplaires, chaque partie reconnaissant avoir reçu un exemplaire.

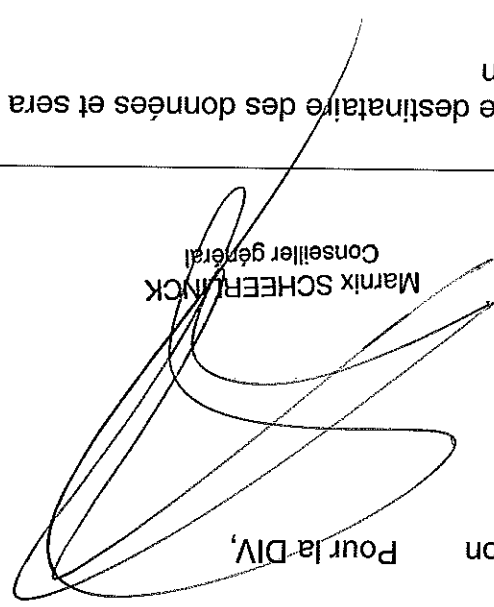
Pour le SPF Emploi Travail Concentration  
sociale,



P.P. MAETER

Président du Comité de Direction.

Marnix SCHEERLINCK  
Conseiller général



*Remarque :* Le texte en rouge est à compléter par le destinataire des données et sera ensuite intégré normalement au libellé de la convention







La Commission, responsable du traitement, traite vos données à caractère personnel à des fins de gestion interne : traiter votre déclaration, votre plainte ou votre demande d'informations le plus efficacement possible et établir des statistiques anonymisées de ses activités. Si le traitement de votre demande le requiert, certaines données pourront être communiquées à des tiers : à une autorité compétente, à votre représentant ou à la partie détentrice ou à son représentant. Vous disposez d'un droit d'accès et, le cas échéant, d'un droit de rectification à l'égard des données à caractère personnel vous concernant. Vous pouvez obtenir de plus amples renseignements auprès du registre public tenu par la Commission.

Rue de la Presse, 35 | B-1000 Bruxelles | T +32 (0)2 274 48 00 | E-mail [commission@privacycommission.be](mailto:commission@privacycommission.be) | Site web [www.privacycommission.be](http://www.privacycommission.be)

Annexe(s) : copie certifiée conforme de la délibération AF n° 13/2012 du 31 mai 2012.

Président

Willem Debeuckelaere

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

J'ai l'honneur de vous communiquer en annexe une copie certifiée conforme, en langue française et néerlandaise, de la délibération AF n° 13/2012 que le Comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale a émise, le 31 mai 2012, concernant l'objet sous rubrique. Conformément à la réglementation en vigueur, une copie certifiée conforme de cette délibération est également envoyée à Madame la Ministre de la Justice, à la DIV et à l'institution de gestion.

Monsieur,

**Objet :** Demande d'autorisation d'accès à la base de données de la Direction pour l'Immatriculation des Véhicules (DIV) du SPF Mobilité et Transport par la DG Contrôle des lois sociales du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale

05-06-2012

Annexe(s)	Date	Annexe(s)	Voire référence
2	01-03-2012	SAL/AFMA/2012-01-031-MAV	

E-mail: [stephanie.rans@privacycommission.be](mailto:stephanie.rans@privacycommission.be)

T: +32 (0)2 274 48 46  
F: +32 (0)2 274 48 35

Dossier traité par : Stéphanie Rans

Comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale

Commission de la protection de la vie privée

SPF Emploi, Travail et Concertation sociale - Contrôle des Lois

social  
A l'attention de Monsieur Michel Botte  
Inspecteur social conseiller

Rue Blerot 1  
1070 BRUXELLES



CBPL-CPVP-12016924



Comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale

Délibération AF n° 13/2012 du 31 mai 2012



**Objet:** Demande d'autorisation d'accès à la base de données de la Direction pour l'immatriculation des Véhicules (DIV) du SPF Mobilité et Transport par la DG Contrôle des lois sociales du SPF Emploi, Travail et Concentration sociale (AF-MA-2012-011)

Le Comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale ;

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel (ci-après LVP), en particulier les articles 31bis et 36bis ;

Vu l'arrêté royal du 17 décembre 2003 fixant les modalités relatives à la composition et au fonctionnement de certains comités sectoriels institués au sein de la Commission de la protection de la vie privée, en particulier l'article 18 ;

Vu la demande de la DG Contrôle des lois sociales du SPF Emploi, Travail et concentration sociale reçue le 02/03/2012 ;

Vu les informations complémentaires reçues en date des 27/03, 2, 3, 6 et 23/04/2012 ;

Vu la demande d'avis technique et juridique adressée au Service public fédéral Fedict en date du 02/05/2012 ;

Vu l'avis technique et juridique reçu le 24/05/2012 ;

Vu le rapport du Président ;

Émet, après délibération, la décision suivante, le 31/05/2012:

## **I. OBJET DE LA DEMANDE**

1. La Direction générale « Contrôle des lois sociales », un des deux services d'inspection du SPF Emploi, Travail et Concertation, ci-après dénommé « le demandeur », sollicite l'accès automatisé aux données du répertoire matricule des véhicules tenu par la DIV afin de pouvoir les utiliser dans le cadre de ses missions notamment de lutte contre la fraude sociale et de contrôle relatif à la protection des conditions salariales et de travail.

## **II. EXAMEN DE LA DEMANDE**

### **A. RECEVABILITÉ**

2. En vertu de l'article 36bis de la LVP, "toute communication électronique de données personnelles par un service public fédéral ou par un organisme public avec personnel juridique qui relève de l'autorité fédérale, exige une autorisation de principe (du comité sectoriel compétent)".

3. Il incombe à ce Comité de vérifier "que ladite communication, d'une part, est nécessaire à la mise en œuvre des missions confiées, par ou en vertu de la loi, à l'autorité fédérale demanderesse et, d'autre part, que cette communication, en ses divers aspects, est compatible avec l'ensemble des normes en vigueur en matière de protection de la vie privée en ce qui concerne le traitement de données personnelles." (Doc. Parl. 50, 2001-2002, n° 1940/004).

4. La DIV, qui fait partie du SPF Mobilité et Transports, transmettra des données à caractère personnel au demandeur par voie électronique via webservice. Le Comité est par conséquent compétent.

### **B. QUANT AU FOND**

### **1. PRINCIPE DE FINALITÉ**

5. L'article 4, § 1, 2° de la LVP ne permet le traitement de données à caractère personnel que pour des finalités déterminées, explicites et légitimes et les données ne peuvent en outre pas être traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités. Le Comité examine dans les paragraphes suivants si ces principes sont respectés dans le cas présent.

6. En vertu de l'article 6 de l'Arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules, les données à caractère personnel du répertoire matricule des véhicules peuvent être traitées pour la recherche et la poursuite pénale des crimes, délits et contraventions.
7. Le demandeur sollicite l'autorisation d'accéder aux données la DIV pour permettre à ses inspecteurs sociaux de rechercher les infractions aux dispositions légales dont ils sont chargés d'assurer la surveillance. Il s'agit notamment de
- la loi du 12 avril 1965 relative à la protection de la rémunération des travailleurs; de la loi sur le travail du 16 mars 1971 ;
  - la loi sur les règlements de travail (Loi du 08/04/1965);
  - la loi sur le travail temporaire et le travail intérimaire (Loi du 24/07/1987) ;
  - la législation relative aux documents sociaux (AR N° 5 du 23/10/1978 et du 08/08/1980 et loi du 23/03/1994 – compétence via l'AR du 30/09/80 MB21/10/80);
  - les conventions collectives de travail (Loi du 05/12/1958 sur les commissions paritaires et les conventions collectives de travail) ;
  - la loi du 30/04/1999 relative à l'occupation de travailleurs étrangers;
  - la réglementation sociale spécifique au domaine des transports par route (Règlement CE n°567/2006 du parlement européen et du Conseil relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route ; Règlement CE 561/2006 et CE 3821/85, exécutés en Belgique via les AR du 09/04/2007 et du 14/07/2005 ; les Directives 2002/15, 2003/59 et 2006/22 traduites dans les conventions collectives du secteur du transport) ;
  - la loi sur les travaux de construction du 06/04/1960 ;
  - la loi sur les jours fériés du 04/01/1974.
8. Le demandeur a précisé que c'est dans ce cadre qu'il sera procédé à l'identification des propriétaires de véhicules faisant l'objet d'un contrôle, à la vérification des déclarations salariales, à la comparaison du parc des véhicules dont dispose une entreprise avec le nombre déclaré de membres du personnel pour lutter contre le travail frauduleux et la mise à disposition illégitime de personnel ou encore à la vérification du respect des dispositions protectrices des travailleurs (juste rémunération, respect des exigences en terme de qualification de personnel, respect des barèmes, primes, des temps de repos, détermination de l'appartenance à une commission paritaire et des conventions collectives applicables).
9. Les inspecteurs du SPF Emploi, Travail et concertation sociale sont chargés du contrôle du respect des réglementations précitées en vertu de divers arrêtés royaux à savoir notamment,

ceux du 9 avril 2007<sup>1</sup>, du 14 juillet 2005<sup>2</sup>, du 10 novembre 1971<sup>3</sup>, du 25 mars 1974<sup>4</sup>, du 9 décembre 1987<sup>5</sup>, du 10 mai 1965<sup>6</sup>, du 21 octobre 1969<sup>7</sup>, du 30 mai 1960<sup>8</sup>, du 9 juin 1999<sup>9</sup> et du 30 septembre 1980<sup>10</sup>.

10. Au vu de ce qui précède, le Comité constate donc que les traitements de données envisagés par le demandeur seront réalisés pour des finalités déterminées, explicites et légitimes (art.5, al. 1<sup>er</sup>, e) et/ou art. 8, §2, b) LVP) et rappelle que les données demandées ne peuvent être traitées qu'en vue de ces finalités.

11. Le Comité relève par ailleurs que

- l'article 55 du Code pénal impose à tous les services de l'Etat de fournir sur demande aux inspecteurs sociaux tous les renseignements que ces derniers estiment utiles au contrôle du respect de la législation dont ils sont chargés ;
- l'article 25 du même Code précise que les inspecteurs sociaux peuvent procéder à tout examen, contrôle et audition pour recueillir toutes les informations qu'ils estiment nécessaires pour s'assurer du respect des législations dont ils exercent la surveillance.

12. Les services de la DIV ont informé le Comité que le webservice via lequel la consultation de la DIV aura lieu ne prévoyait de champ d'information libre permettant aux inspecteurs qui consulteront le répertoire de la DIV de mentionner le numéro de dossier pour lequel une consultation a lieu. Aucune information à ce sujet n'a été communiquée par le demandeur. Le Comité en prend acte. Pour se prémunir contre les détournements de finalité, le Comité recommande qu'à l'avenir, des mesures soient entreprises pour qu'un tel champ d'information libre ou tout autre dispositif équivalent soit mis en place afin que les inspecteurs sociaux

---

<sup>1</sup> AR du 9/04/2007 portant exécution du règlement (CE) n°561/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route.  
<sup>2</sup> AR du 14/07/2005 portant exécution du règlement (CEE) n°3821/85 du 20 décembre 1985 concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route.  
<sup>3</sup> AR du 10/11/1971 désignant les fonctionnaires et agents chargés de surveiller l'application de la loi sur le travail du 16 mars 1971 et de ses arrêtés d'exécution.  
<sup>4</sup> AR du 25 mars 1974 désignant les fonctionnaires et les agents chargés de l'application de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés et de ses arrêtés d'exécution.  
<sup>5</sup> AR du 9/12/1987 désignant les fonctionnaires et agents chargés de surveiller l'exécution de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs et de ses arrêtés d'exécution et d'accorder les autorisations prévues par ladite loi.  
<sup>6</sup> AR du 10 mai 1965 désignant les fonctionnaires et agents chargés de surveiller l'application de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail.  
<sup>7</sup> AR du 21 octobre 1969 désignant les fonctionnaires chargés de surveiller l'application de la loi du 5 décembre 1968 sur les CCT et les commissions paritaires.  
<sup>8</sup> AR du 30 mai 1960 pris en exécution de la loi du 6 avril 1960 concernant l'exécution de travaux de construction.  
<sup>9</sup> AR du 9/06/1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers.  
<sup>10</sup> AR désignant les fonctionnaires et agents chargés de surveiller l'application de l'arrêté royal n°5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux et de ses arrêtés d'exécution.

puissent mentionner lors de leur consultation le numéro de dossier concerné. Une fois que cela sera opérationnel, cette information devra être conservée dans les fichiers logs et être à disposition du demandeur. Ainsi, ce dernier sera à même de procéder à des contrôles internes sur la correcte utilisation par ses inspecteurs de leur accès à la DIV.

## 2. PRINCIPE DE PROPORTIONNALITÉ

### 2.1. Nature des données

13. L'article 4, § 1, 3° de la LVP stipule que les données à caractère personnel doivent être adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités pour lesquelles elles sont obtenues et pour lesquelles elles sont traitées ultérieurement.

14. Le demandeur demande l'accès aux données suivantes :

- les données permettant l'identification du propriétaire du véhicule contrôlé soit :
  - le numéro d'immatriculation du véhicule,
  - les données nominatives concernant le titulaire du certificat d'immatriculation énumérées aux articles 8 et 9 de l'AR du 20/07/2001 relatif à l'immatriculation des véhicules (nom, prénom, date de naissance, adresse de résidence, numéro d'identification au registre national<sup>11</sup>)
  - la marque ou le nom du constructeur,
  - le type et le cas échéant, la variante et la version concernant ce type,
  - la dénomination commerciale,
  - le numéro de châssis.
- les données relatives à la masse du véhicule contrôlé soit :
  - la masse en charge maximale,
  - la masse en ordre de marche,
  - la masse de référence,
  - la masse maximale autorisée.
- les données relatives aux périodes d'immatriculation du véhicule contrôlé soit :
  - la date de la 1ère immatriculation et la date de la dernière immatriculation,
  - la période de validité de l'immatriculation temporaire.
- les données relatives au nombre de places pouvant contenir le véhicule contrôlé :
  - le nombre de places assises et debout,
  - la catégorie du véhicule.

<sup>11</sup> En vertu de l'AR du 17 décembre 1988 autorisant certaines autorités du Ministère de l'Emploi et du Travail à faire usage du numéro d'identification du Registre national des personnes physiques, les fonctionnaires de niveau 1 désignés sont autorisés à utiliser le numéro d'identification du Registre national dans les limites et fins y déterminées.

15. Le demandeur souhaite que ses inspecteurs puissent dans le cadre de l'exercice de leurs missions identifier le propriétaire d'un véhicule conduit par un chauffeur contrôlé. Il leur importe d'identifier le propriétaire du véhicule pour lequel une infraction est constatée (par exemple, le non-respect des temps de repos) ou encore de vérifier si le chauffeur d'un véhicule est bien engagé dans les liens d'un contrat de travail déclaré. Un chauffeur conduisant dans le cadre d'une activité économique un véhicule dont il n'est pas propriétaire ou dont il n'en finance pas l'achat est censé être occupé au travail par le propriétaire. En vertu de l'article 3 de l'AR du 28/11/1969<sup>12</sup>, l'application de la loi du 27 juin 1969 concernant la sécurité sociale des travailleurs est en effet étendue aux personnes qui transportent des choses et/ou des personnes qui leur sont commandés ou confiés par une entreprise au moyen de véhicule dont ils ne sont pas propriétaires.

16. Les données relatives à la catégorie du véhicule, à la masse du véhicule et au nombre de places que celui-ci peut contenir permettront aux inspecteurs de vérifier le respect des barèmes salariaux et le respect des conditions relatives à la qualification du personnel. Le salaire minimum des chauffeurs varie en effet par convention collective du travail sur base de la masse du véhicule ou encore de la catégorie du véhicule conduit. Ces données permettent aussi aux inspecteurs de déterminer la commission paritaire compétente. En consultant les informations relative à la flotte de véhicules d'une personne, les inspecteurs pourront déterminer son secteur d'activité et les conventions collectives compétentes.

17. Enfin, les informations relatives aux dates d'immatriculation des véhicules contrôlés permettront aux inspecteurs de vérifier si les périodes d'immatriculation des véhicules correspondent aux périodes d'occupation des chauffeurs afin de lutter contre le travail au noir. Les différentes dates d'immatriculation d'un véhicule permettent de retrouver la filière des différents propriétaires d'un véhicule. Cela permet de vérifier les déclarations d'un employeur contrôlé arguant qu'il n'était pas propriétaire du véhicule contrôlé au moment où le contrôle sur route a eu lieu.

18. Au vu des arguments avancés par le demandeur, les données apparaissent pertinentes pour la réalisation des finalités précitées.

19. Le Comité attire l'attention du demandeur sur le fait que les données de la DIV ne représentent pas les données relatives aux propriétaires du véhicule mais celles relatives au titulaire de la plaque d'immatriculation. Dans la mesure où le titulaire de la plaque d'immatriculation est

---

<sup>12</sup> AR du 28/11/1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs

généralement le propriétaire du véhicule, le Comité considère la consultation pertinente mais recommande au demandeur de réaliser les vérifications qui s'imposent.

20. Le Comité attire également l'attention du demandeur quant au fait que la donnée « adresse » de la personne concernée devrait faire l'objet d'une vérification auprès du Registre national, source authentique de cette donnée, afin de s'assurer de son exactitude et de son caractère actuel.

21. Le Comité relève que les inspecteurs sociaux disposent d'un pouvoir d'appréciation *in concreto* dans l'exercice de leurs missions. Il importe donc qu'ils exercent leurs pouvoirs d'investigation avec discernement lorsqu'ils sont confrontés à un besoin concret et justifié ou encore si un contrôle structurel sur base d'un échantillon établi de manière objective et proportionnée par l'autorité compétente est organisé. L'article 19 du code pénal social prévoit à cet égard que les inspecteurs sociaux veillent à ce que les moyens qu'ils utilisent soient appropriés et nécessaires pour la vérification du respect de la législation dont ils exercent la surveillance.

22. De plus, le Comité attire l'attention du demandeur sur le fait que les données recueillies doivent être considérées comme étant des données judiciaires, telles que visées dans la LVP, si elles sont collectées ou traitées afin d'être utilisées pour introduire une affaire en justice ou lorsqu'elles peuvent donner lieu à des sanctions administratives. Par conséquent, les conditions particulières relatives aux traitements de ce type de données doivent être respectées. En vertu de l'article 25 de l'arrêté royal du 13 février 2001 portant exécution de la LVP, il doit désigner clairement les catégories de personnes ayant accès aux données et leur fonction doit être décrite précisément. La liste des catégories de personnes doit par ailleurs être tenue à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée.

## **2.2. Délai de conservation des données**

23. Le demandeur demande à conserver les données collectées dans le cadre d'une enquête pendant le temps utile à la réalisation celle-ci et ce jusqu'à la fin d'une éventuelle action en justice (délais de recours compris).

24. Le Comité constate que en l'espèce, il n'est pas possible de déterminer un délai de conservation fixe pour tous les dossiers d'investigation. Le délai de conservation fonctionnel proposé est adéquat à la lumière de l'article 4, §1, 5° de la LVP. Le Comité attire l'attention du demandeur sur le fait que le mode de conservation des données doit être adapté en fonction des besoins qui évoluent avec le temps. Ainsi le traitement d'un dossier d'investigation actif en cours nécessite une conservation de données telle que celles-ci soient disponibles et accessibles par les inspecteurs en charge de la gestion du dossier. Dès l'expiration des délais nécessaires à la



gestion administrative du dossier, le mode de conservation des données choisi ne doit plus permettre qu'une disponibilité et un accès restreints. Une fois que la conservation n'est plus nécessaire pour la réalisation de la finalité poursuivie (en ce compris délais de recours, de prescription et d'archivage administrative éventuel), les données doivent être détruites.

### ***2.3. Fréquence de l'accès et durée de l'autorisation***

25. Le demandeur sollicite un accès permanent dès lors que les inspecteurs consulteront ponctuellement les données en fonction des besoins de leurs enquêtes. Le Comité considère qu'un accès permanent est en l'espèce nécessaire et approprié à la lumière de l'article 4, §1, 3° de la LVP.

26. L'accès est également demandé pour une durée indéterminée. En effet, la réglementation ne limite pas dans le temps les missions du demandeur. Le Comité estime donc que la demande d'autorisation pour une durée indéterminée est appropriée.

### ***2.4. Destinataires et/ou tiers auxquels des données sont communiquées***

27. Les données seront utilisées en interne par les inspecteurs sociaux du demandeur pour l'exercice des contrôles prescrits par loi et seront communiquées en externe aux inspecteurs sociaux d'autres autorités administratives en cas d'enquêtes communes et/ou à l'Auditorat du Travail.

28. À la lumière de l'article 4, § 1, 3° de la LVP, le Comité n'a pas d'objection au fait que les personnes susmentionnées aient accès aux données à caractère personnel en question. Il relève d'ailleurs que ces communications de données répondent au prescrit légal (art. 54 et 65 du Code pénal social).

### **3. PRINCIPE DE TRANSPARENCE**

29. Le Comité rappelle qu'un traitement de données loyal est un traitement qui se fait de manière transparente. L'obligation d'information au sens de l'article 9, § 2 de la LVP constitue une des pierres angulaires d'un traitement transparent.

30. En l'espèce, les traitements de données envisagés seront effectués en vue de l'application de dispositions prescrites par ou en vertu d'une loi. Par conséquent, la dispense à l'obligation d'information prévue à l'article 9, § 2, 2ème alinéa, b) de la LVP trouve à s'appliquer en l'espèce.

31. Cette dispense n'empêche toutefois pas que le Comité puisse s'assurer de l'existence de garanties adéquates pour la protection des droits fondamentaux des personnes concernées. La communication d'informations générales quant au fait que des données sont réclamées à la DIV pour la réalisation des finalités précitées peut par exemple être fournie sur les sites Internet du demandeur et de la DIV sans pour autant que cela ne nuise à la réalisation des enquêtes particulières.

#### **4. SÉCURITÉ**

##### **4.1 Au niveau de la Direction générale « Contrôle des lois sociales » du SPF Emploi**

32. Le demandeur fait partie du réseau de la sécurité sociale et est par conséquent soumis à l'arrêté royal du 12 août 1993 relatif à l'organisation de la sécurité de l'information dans les institutions de sécurité sociale. Cela signifie qu'il dispose :

- d'un conseiller en sécurité de l'information dont la désignation a été soumise au Comité sectoriel de la Sécurité Sociale et de la Santé ;
- d'un plan de sécurité désignant tous les moyens nécessaires à son exécution.

33. Les mesures de sécurité prises par le demandeur peuvent être qualifiées d'appropriées.

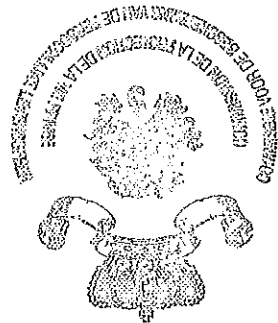
##### **4.2 Au niveau de la DIV**

34. Il ressort des documents communiqués par le demandeur que ce dernier dispose d'un conseiller en sécurité de l'information ainsi que d'une politique de sécurité générale et d'un plan en application de celle-ci. Le Comité en prend acte.

**PAR CES MOTIFS,**

**le Comité autorise** le demandeur et le SPF Mobilité et transport à réaliser le traitement de données demandé pour la finalité décrite au point B 1, moyennant la prise en considération des remarques exposées ci-avant (voir en particulier les points 10, 12, 19 à 22, 24 et 31).

L'Administrateur f.f.,



Le Président,

(sè) Willem Debeuckelaere

(sè) Patrick Van Wouwe

Pour copie certifiée conforme :

Patrick Van Wouwe,  
Chef de section OMR 04.06.2012

**Sectoraal comité voor de Federale Overheid**

**Beraadslaging FO nr 13/2012 van 31 mei 2012**



**Betref:** machtigingsaanvraag van de Algemene Directie Toezicht op de Sociale wetten van de FOD Werkgemeenschap, Arbeid en Sociaal Overleg om toegang te krijgen tot de gegevensbank van de Directie Inschrijving van voertuigen (DIV) van de FOD Mobiliteit en Vervoer (AF-MA-2012-011)

Het Sectoraal comité voor de Federale Overheid;

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens (hierna WVP), inzonderheid de artikelen 31bis en 36bis;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 december 2003 tot vaststelling van de nadere regels met betrekking tot de samenstelling en de werking van bepaalde sectorale comités opgericht binnen de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, inzonderheid artikel 18;

Gelet op de aanvraag van Algemene Directie Toezicht op de Sociale wetten van de FOD Werkgemeenschap, Arbeid en Sociaal Overleg ontvangen op 02/03/2012;

Gelet op de bijkomende informatie ontvangen op 27/03/, 2, 3, 6 en 23/04/2012;

Gelet op de aanvraag van het technisch en juridisch advies gericht aan de Federale Overheidsdienst Fedict op 02/05/2012;

Gelet op het technisch en juridisch advies ontvangen op 24/05/2012;

Gelet op het verslag van de Voorzitter;

Bestist op 31 mei 2012, na beraadslaging, als volgt:

#### **I. ONDERWERP VAN DE AANVRAAG**

1. De Algemene Directie "Toezicht op de Sociale Wetten", een van de twee inspectiediensten van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, hierna de "aanvrager", wenst in het kader van haar opdrachten, met name de sociale fraudebestrijding en het toezicht inzake de bescherming van de loon- en arbeidsvoorwaarden, automatisch toegang te krijgen tot de gegevens van het repertorium der voertuigen bijgehouden door de DIV.

#### **II. ONDERZOEK VAN DE AANVRAAG**

##### **A. ONTVANKELIJKHEID**

2. Krachtens artikel 36 bis van de WVP: "verest elke elektronische mededeling van persoonsgegevens door een federale overheidsdienst of door een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid die onder de federale overheid ressorteert een principiële machtiging (van dit sectoraal comité)";

3. Dit Comité is bevoegd om na te gaan "of deze mededeling enerzijds nodig is voor de implementatie van de opdrachten die toevertrouwd worden door of krachtens de wet aan de vragende federale overheid en anderzijds of deze mededeling in zijn diverse aspecten compatibel is met al de geldige normen inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer wat de verwerking van de persoonsgegevens betreft" (Parl. Stuk 50, 2001-2002, nr. 1940/004).

4. De DIV, dat behoort tot de FOD Mobiliteit en Vervoer, zal de persoonsgegevens aan de aanvrager via webservice elektronisch doorsturen. Bijgevoeg is het Comité bevoegd.

##### **B. TEN GRONDE**

##### **1. FINANLIETSBEGINSEL**

5. Krachtens artikel 4, §1, 2° van de WVP kunnen uitsluitend persoonsgegevens worden verwerkt voor welbepaalde, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden en kunnen die gegevens niet verder worden verwerkt op een manier die onverenigbaar is met die doeleinden. Het Comité onderzoekt hierna in welke mate deze voorwaarden vervuld zijn.

6. Krachtens artikel 6 van het Koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving der voertuigen mogen de persoonsgegevens van het repertorium van de voertuigen, verwerkt worden voor onderzoek en strafrechtelijke vervolging van misdrijven, strafbare feiten en overtredingen.

7. De aanvrager wenst machtiging om toegang te hebben tot de gegevens van de DIV om haar sociale inspecteurs in staat te stellen inbrenken vast te stellen op de wettelijke bepalingen waaroer zij met het toezicht werden belast. Het gaat onder meer om

- De wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers, de wet op de arbeid van 16 maart 1971;
- De wet op de arbeidsreglementen (wet van 08/04/1965);
- De wet betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers (wet 24/07/1987);
- De wetgeving inzake sociale documenten (KB nr. 5 van 23/10/1978 en van 08/08/1980 en de wet van 23/03/1994 – bevoegdheid via het KB van 30/09/80 MB 21/10/80);
- De collectieve arbeidsovereenkomsten (wet van 05/12/1958 op de paritaire comités en de collectieve arbeidsovereenkomsten);
- De wet van 30/04/1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers.
- De specifieke sociale verordening inzake het wegvervoer (Verordening (EG) nr. 561/2006 van het Europees parlement en de Raad tot harmonisatie van bepaalde voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer; Verordening EG 561/2006 en EG 3821/85, in België uitgevoerd via de KB's van 09/04/2007 en 14/07/2005; de Richtlijnen 2002/15, 2003/59 en 2006/22 omgezet in collectieve arbeidsovereenkomsten voor de transportsector;
- De wet betreffende de uitvoering van bouwwerken van 06/04/1960;
- De wet betreffende de feestdagen van 04/01/1974.

8. De aanvrager verduidelijkt dat het binnen dit kader is dat de eigenaars van voertuigen die gecontroleerd worden, zullen geïdentificeerd worden, dat het wagenpark van een onderneming zal worden vergeleken met het aantal aangegeven personeelsleden, dit ter bestrijding van zwart werk en onwettige tewerkstelling van personeel of om na te gaan of de maatregelen ter bescherming van de werknemers worden geëerbiedigd (juiste verloning, of de vereisten inzake kwalificatie van het personeel, van de barema's, premies, rusttijden, vaststelling van lidmaatschap van een paritair comité en van de toepasselijke collectieve arbeidsovereenkomsten).

9. De inspecteurs van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg moeten toezien op de eerbiediging van de voormelde regelgevingen en dit krachtens diverse koninklijke besluiten, met name deze van 9 april 2007<sup>1</sup>, van 14 juli 2005<sup>2</sup>, van 10 november 1971<sup>3</sup>, van 25 maart 1974<sup>4</sup>, van 9 december 1987<sup>5</sup>, van 10 mei 1965<sup>6</sup>, van 21 oktober 1969<sup>7</sup>, van 30 mei 1960<sup>8</sup>, van 9 juni 1999<sup>9</sup> en van 30 september 1980<sup>10</sup>,

10. Gelet op wat voorafgaat, stelt het Comité vast dat de gegevensverwerkingen die de aanvrager wil uitvoeren, worden verricht voor welbepaalde, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden (artikel 5, 1<sup>ste</sup> lid e) en/of artikel. 8, §2, b) van de WVP). Het Comité herinnert eraan dat de gevraagde gegevens uitsluitend voor deze doeleinden kunnen worden gebruikt.

11. Het Comité vestigt bovendien de aandacht op het volgende:

- Artikel 55 van het Sociaal Strafwetboek verplicht alle Rijksdiensten om op verzoek van een sociale inspecteur alle inlichtingen te verstrekken die deze inspecteur nodig acht voor de controle op de eerbiediging van de wetgeving waarover zij het toezicht uitoefenen;
- Artikel 25 van hetzelfde Sociaal Strafwetboek verduidelijkt dat de sociale inspecteurs elk(e) onderzoek, controle en verhoor kunnen verrichten die zij noodzakelijk achten om zich ervan te verzekeren dat de wetgevingen waarover zij het toezicht uitoefenen, worden nageleefd.

12. De diensten van de DIV lieten aan het Comité weten dat de webservice waarlangs de raadpleging van de DIV zal verlopen niet voorziet in een vrij informatieveld waar de sociale

---

<sup>1</sup> KB van 09/04/2007 tot uitvoering van de verordening (EG) nr. 561/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2006 tot harmonisatie van bepaalde voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer.

<sup>2</sup> KB van 14/07/2005 koninklijk besluit houdende uitvoering van de verordening (EEG) nr. 3821/85 van 20 december 1985 betreffende het controleapparaat in het wegvervoer.

<sup>3</sup> Koninklijk besluit tot aanwijzing van de ambtenaren en beampten belast met het toezicht op de uitvoering van de arbeidswet van 16 maart 1971 en op de uitvoeringsbesluiten ervan.

<sup>4</sup> Koninklijk besluit tot aanwijzing van de ambtenaren en beampten, belast met het toezicht op de toepassing van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen en de uitvoering ervan.

<sup>5</sup> Koninklijk besluit tot aanwijzing van de ambtenaren belast met het toezicht op de uitvoering van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers van de uitvoeringsbesluiten ervan en met het verlenen van de machtigingen bedoeld in deze wet.

<sup>6</sup> Koninklijk besluit tot aanwijzing van de ambtenaren en beampten belast met het toezicht over de toepassing van de wet van 8 april 1965, tot instelling van de arbeidsreglementen.

<sup>7</sup> Koninklijk besluit tot aanwijzing van de ambtenaren belast met het toezicht op de toepassing van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomst en de paritaire comités.

<sup>8</sup> Koninklijk besluit getroffen in uitvoering van de wet van 6 april 1960 betreffende de uitvoering van bouwwerken.

<sup>9</sup> Koninklijk besluit houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers.

<sup>10</sup> Koninklijk besluit tot aanwijzing van de ambtenaren en beampten belast met het toezicht op de uitvoering van het koninklijk besluit nr. 5 van 23 oktober 1978 betreffende het bijhouden van sociale documenten en op de uitvoeringsbesluiten ervan.

inspecteurs die het repertorium van de DIV raadplegen, het nummer van het dossier die zij raadplegen kunnen invullen. De aanvrager verstrekte hierover geen enkele informatie. Het Comité neemt hiervan akte. Om zich te behouden tegen afwijkende doeleinden, vindt het Comité het in de toekomst aangewezen om een dergelijk vrij informatielevel of gelijkwaardige voorziening in te voeren zodat de sociale inspecteurs tijdens de raadpleging het nummer van het betrokken dossier zouden kunnen vermelden. Eens dit operationeel zal zijn, moet die informatie bewaard worden in de loggings en ter beschikking van de aanvrager worden gehouden. Op die manier kan de aanvrager intern controleren of haar inspecteurs hun toegang tot de DIV correct hebben aangewend.

## 2. PROPORTIONALITEITSBEGINSEL

### 2.1. Aard van de Gegevens

13. Artikel 4, §1, 3° van de WVP bepaalt dat die persoonsgegevens toereikend, ter zake dienend en niet overmatig mogen zijn uitgaande van de doeleinden waarvoor ze werden verkregen en verder verwerkt worden.

14. De aanvrager wenst toegang tot deze gegevens:

- de gegevens die de eigenaar van het gecontroleerd voertuig identificeren, nl.:
  - het inschrijvingsnummer van het voertuig;
  - de persoonsgegevens betreffende de tenaamgestelde van het kentekenbewijs zoals opgesomd in artikelen 8 en 9 van het KB van 20/07/2001 betreffende de inschrijving der voertuigen (naam, voor naam, geboortedatum, verblijfsadres, identificatienummer van het Rijksregister<sup>11</sup>);
  - merk van het voertuig of naam van de bouwver;
  - het type en in voorkomend geval de variant en de versie betreffende dit type;
  - de handelsnaam
  - het identificatienummer (chassisnummer)
- De gegevens betreffende de massa van het gecontroleerde voertuig, nl.:
  - maximummassa in beladen toestand;
  - de massa in rijklare toestand
  - de referentiemassa
  - de maximum toelaatbare massa

<sup>11</sup> Krachtens het Koninklijk besluit van 17 december 1988 tot machtiging van sommige overheden van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid om het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijk personen te gebruiken, zijn de aangedeelde ambtenaren van niveau gemachtigd het identificatienummer van het Rijksregister te gebruiken binnen de daarin vastgestelde grenzen en doeleinden.



- de gegevens betreffende de inschrijvingsperiodes van het gecontroleerde voertuig:
  - datum van de eerste inschrijving en datum van de laatste inschrijving
  - de geldigheidsduur van de tijdelijke inschrijving;
- De gegevens betreffende het aantal plaatsen dat het gecontroleerde voertuig mag bevatten:
  - aantal zit- en staanplaatsen
  - de voertuigen categorie

15. De aanvrager wenst dat zijn inspecteurs binnen het kader van de uitoefening van hun opdrachten de eigenaar van een voertuig kan identificeren dat wordt bestuurd door een chauffeur die wordt gecontroleerd. Zij moeten de eigenaar van het voertuig kunnen identificeren waarvoor een overtredding werd vastgesteld (bijvoorbeeld, niet naleven van de rusttijden). Of zij moeten kunnen nagaan of de chauffeur van een voertuig aan een geregistreerd arbeidcontract gebonden is. Een chauffeur die in het kader van een economische activiteit een voertuig bestuurt waarvan hij niet de eigenaar is en waarvan hij de aankoop niet financiert, wordt verondersteld door de eigenaar tewerkgesteld te zijn. Krachtens artikel 3 van het KB van 28/11/1969, is de toepassing van de wet van 27 juni 1969 betreffende de sociale zekerheid van de werknemers inderdaad uitgebreid tot de personen die zaken en/of personen vervoeren die door een onderneming werd besteld of toevertrouwd middels het voertuig waarvan zij niet de eigenaar zijn.

16. Met de gegevens betreffende de voertuigen categorie, de massa van het voertuig en het aantal plaatsen dat het voertuig mag bevatten, kunnen inspecteurs nagaan of de weddebaremas en de kwalificatievoorwaarden van het personeel werden nageliefd. Het minimumloon van chauffeurs varieert inderdaad per collectieve arbeidsovereenkomst naargelang de massa van het voertuig of de voertuigen categorie die bestuurd wordt. Met die gegevens kunnen de inspecteurs ook het bevoegde paritaire comité bepalen. Aan de hand van de informatie over het voertuigenpark van een persoon, kunnen de inspecteurs zijn activiteitssector en de bevoegde collectieve overeenkomsten bepalen.

17. En tot slot kunnen de inspecteurs aan de hand van de inlichtingen over de inschrijvingsdata van de gecontroleerde voertuigen nagaan of de inschrijvingsperiodes van de voertuigen overeenkomen met de tewerkstellingsperiodes van de chauffeurs om alzo zwaartwerk te bestrijden. Via de verschillende inschrijvingsdata van een voertuig kunnen zij op het ogenblik dat de wegcontrole gebeurt de opeenvolging van de verschillende eigenaars van het gecontroleerde voertuig terugvinden.

18. Gelet op de argumenten van de aanvrager, lijken de gegevens relevant te zijn voor de verwezenlijking van de voormelde doeleinden.

19. Het Comité vestigt de aandacht van de aanvrager op het feit dat de gegevens van de DIV geen gegevens bevatten over de eigenaars van het voertuig maar van de houder van de nummerplaat. Omdat de houder van de nummerplaat meestal de eigenaar is van het voertuig, beschouwt het Comité de raadpleging als relevant maar verzoekt het de aanvrager om de verificaties te doen die noodzakelijk zijn.

20. Het Comité vestigt ook de aandacht van de aanvrager erop dat het gegeven "adres" van de betrokken persoon geverifieerd zou moeten worden bij het Rijksregister, dat de authentieke bron is voor dat gegeven, om zeker te zijn van de juistheid en actuele staat ervan.

21. Het Comité vermeidt dat de sociale inspecteurs in de uitoefening van hun opdrachten een beoordelingsbevoegdheid *in concreto* hebben. Het is dus van belang dat zij hun onderzoeksbveogdheid oordeelkundig uitoefenen wanneer zij met een concrete en gerechtvaardigde nood geconfronteerd worden of indien de bevoegde overheid een structurele controle organiseert op basis van een objectief en proportioneel staal. Artikel 19 van het Sociaal Strafwetboek bepaalt hierover dat de sociale inspecteurs erop moeten toezien dat de middelen die ze gebruiken gepast en noodzakelijk zijn om na te gaan of de wetgeving waarop zij het toezicht uitoefenen, wordt nageleefd.

22. Bovendien vestigt het Comité de aandacht van de aanvrager op het feit dat de gegevens die worden verzameld en verwerkt voor de aanhangigmaking van een rechtszaak, of wanneer die gegevens kunnen leiden tot administratieve sancties, gerechtelijke gegevens zijn, zoals bedoeld in de WVP. Bijgevoeg moeten de bijzondere voorwaarden met betrekking tot de verwerking van dit type gegevens, nageleefd worden. Krachtens artikel 25 van het Koninklijk Besluit van 13 februari 2001 tot uitvoering van de WVP, moet hij de categorieën personen duidelijk aanduiden die toegang zullen hebben tot de gegevens en hun functie moet uitdrukkelijk worden omschreven. De lijst van de categorieën personen moet overigens ter beschikking worden gehouden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

## **2.2. Bewaartermijn van de gegevens**

23. De aanvrager wenst de gegevens die in het kader van een onderzoek werden verzameld zolang te bewaren als nodig om dit onderzoek te voeren en dat tot de beëindiging van een eventuele actie voor justitie (de beroepstermijn inbegrepen).

24. Het Comité stelt vast dat het niet mogelijk is een bewaartermijn te bepalen voor alle onderzoeks dossiers. De voorgestelde functionele bewaartermijn is toereikend, als bedoeld in artikel 4, §1, 5° van de WVP. Het Comité vestigt de aandacht van de aanvrager erop dat de bewaarwijze van de gegevens moet aangepast zijn in functie van de in de tijd evoluerende behoeften. Zo moeten de gegevens bij een lopend en actief onderzoek bewaard worden op een manier dat ze voor de inspecteurs die met het dossier werden belast, beschikbaar en toegankelijk zijn. Zodra de noodzakelijke termijn voor het administratief beheer van het dossier is verlopen, moeten de bewaarde gegevens nog enkel beperkt beschikbaar en toegankelijk zijn. Eens de bewaring niet langer nodig is om de nagestreefde doeleinden te verwezenlijken (met inbegrip van de beroepstermijnen, de verjaring en de eventuele administratieve archivering) moeten de gegevens vernietigd worden.

## **2.3. Frequentie van de toegang en duur van de machtiging**

25. De aanvrager wenst permanent toegang te hebben omdat de inspecteurs de gegevens doelgericht raadplegen naargelang de behoeften van hun onderzoek. Het Comité is van mening dat in het licht van artikel 4, §1, 3° van de WVP, een permanente toegang hier noodzakelijk en gepast is.

26. Er wordt ook voor onbepaalde duur toegang gevraagd. In de reglementering zijn de opdrachten van de aanvrager immers niet in de tijd beperkt. Het Comité is dus van oordeel dat een machtiging voor onbepaalde duur gepast is.

## **2.4. Ontvangers en/of derden aan wie de gegevens worden verstrekt**

27. De sociale inspecteurs van de aanvrager zullen de gegevens intern gebruiken voor de uitvoering van controles die door de wet zijn voorgeschreven en extern aan de sociale inspecteurs van andere administratieve overheden en/of aan het Arbeidsauditoraat verstrekt worden indien er sprake is van een gezamenlijk onderzoek.

28. In het licht van artikel 4, §1, 3° van de WVP heeft het Comité geen opmerkingen over het feit dat de bovenvermelde personen toegang hebben tot deze persoonsgegevens. Het meldt

overigens dat deze gegevensmededelingen beantwoorden aan de wettelijk voorschriften (art. 54 en 65 van het Sociaal Strafwetboek).

### **3. TRANSPARANTIEBEGINSSEL**

29. Het Comité herinnert eraan dat een eerlijke gegevensverwerking een transparante verwerking is. De informatieverplichting bedoeld in artikel 9, §2 van de WVP is de hoeksteen voor een transparante verwerking.

30. In onderhavig geval zullen de geplande gegevensverwerkingen evenwel worden verricht in toepassing van de voorgeschreven bepalingen door of krachtens een wet, decreet of ordonnantie. Krachtens artikel 9, §2, 2<sup>de</sup> lid, b) van de WVP is er in dergelijke situatie een vrijstelling van informatieplicht.

31. Die vrijstelling neemt echter niet weg dat het Comité mag nagaan of er gepaste waarborgen bestaan ter bescherming van de fundamentele rechten van de betrokken personen. De mededeling van algemene informatiegegevens - bijvoorbeeld de gegevens die bij de DIV worden opgevraagd voor de verzenlijking van de voormelde doeleinden, kunnen verstrekt worden op de websites van de aanvrager en de DIV, voor zover dit de bijzondere onderzoeken niet schaad.

## **4. BEVEILIGING**

### **4.1. Op niveau van de Algemene Directie "Toezicht op sociale wetten" van de FOD Werkgelegenheid**

32. De aanvrager behoort tot een netwerk van sociale zekerheid en is dus bijgevolg onderworpen aan het KB van 12 augustus 1993 betreffende de organisatie van de informatiebeveiliging in de instellingen van sociale zekerheid. Dit betekent dat hij beschikt:

- over een consultant inzake informatiebeveiliging van wie de benoeming aan het Sectoraal Comité van de Sociale Zekerheid en van de Gezondheid moet worden voorgelegd;
- over een beveiligingsplan waarin alle noodzakelijk middelen worden vermeld die noodzakelijk zijn om dit plan uit te voeren.

33. De beveiligingsmaatregelen die de aanvrager heeft getroffen zijn toereikend.

#### 4.2. Op niveau van de DIV

34. Uit de documenten die de aanvrager heeft verstrekt, blijkt dat die laatste beschikt over een consultant inzake informatiebeveiliging en over een algemeen beveiligingsbeleid en een plan van uitvoering. Het Comité neemt hiervan akte,

#### OM DIE REDENEN,

Het Comité machtigt de aanvrager en de FOD Mobiliteit en Vervoer om de gevraagde gegevensverwerkingen uit te voeren voor het doelinde omschreven onder punt B.1., op voorwaarde dat rekening wordt gehouden met de gemaakte opmerkingen (zie in het bijzonder de punten 10, 12, 19 tot 22, 24 en 31).

De Wnd. Administrateur,



De Voorzitter,

(get.) Patrick Van Wouwe

(get.) Willem Debeuckelaere

Voor eensluidend verklaard afschrift:

Patrick Van Wouwe,

Afdelingshoofd ORM 04.06.2012

